

**ACCORD CADRE
TRAVAUX DE GROS OEUVRE
Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**

*Marché passé selon la procédure adaptée ouverte en application des dispositions
de l'article R.2123-1 du code de la commande publique*

Type de marché

Travaux

Référence du marché

2025-009-DBE

Pouvoir adjudicateur

Comédie Française
1 Place Colette
75001 Paris

SOMMAIRE

1. GENERALITES	3
1.1 OBJET DES TRAVAUX	3
1.2 DOCUMENTS DE BASE	3
1.3 NORMES ET REGLEMENTS	3
1.4 CONSISTANCE DES TRAVAUX	4
1.5 CONCEPTION ET CLASSIFICATION DES LOCAUX EN MATIERE DE SECURITE	4
1.6 PLANNING DES TRAVAUX	5
1.7 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES	5
1.8 RECONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.9 PROPRIETAIRE DES LIEUX, RIVERAINS ET VOIES D'ACCES	6
1.10 NUISANCES SONORES	6
1.11 PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES, D'ATELIER, DE CHANTIER ET DE SYNTHESE	7
1.12 COORDINATION	7
1.13 CHOIX DES PROCEDES	8
1.14 DIMENSIONS	8
1.15 NATURE ET CARACTERISTIQUE DES MATERIAUX	8
1.16 STOCKAGE DES MATERIAUX	9
1.17 IMPLANTATION, TRAIT DE NIVEAU	9
1.18 RECONNAISSANCE DES SUBJECTILES	9
1.19 PROTECTION ET NETTOYAGE	9
1.20 PROTOTYPE & ECHANTILLONS	10
1.21 INTERPRETATION DU CCTP	10
1.22 SECURITE DES PERSONNES CONTRE LES CHUTES	10
1.23 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	11
1.24 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	11
1.25 RECEPTION DES TRAVAUX	11
2. DESCRIPTIONS TECHNIQUES DES OUVRAGES – MACONNERIE ET CARRELAGE	12
2.1 IMPLANTATION	12
2.2 TRAIT DE NIVEAU	12
2.3 INCORPORATIONS - SCHELLEMENTS	12
2.4 RESERVATIONS	12
2.5 PERCEMENTS - TRAVAUX DE REPRISES	12
2.6 CALFEUTREMENTS - RACCORDS	13
2.7 NETTOYAGE DES PLANCHERS	13
2.8 MORTIERS – ENDUITS - CHAPES	13
2.10 COFFRAGES – DECOFFRAGE	14
2.11 PAREMENT DES SURFACES COFFREES	14
2.12 MACONNERIE EN PETITS ELEMENTS	17

1. GENERALITES

1.1 OBJET DES TRAVAUX

Le présent accord-cadre a pour objet des travaux de gros œuvre sur des sites de la Comédie Française dont certains classés au titre des patrimoines historiques. Les sites sont localisés à Paris (75) et à Sarcelles.

Les travaux prévus au présent accord-cadre concernent des prestations de :

Gros œuvre , maçonnerie et de carrelage.

Les travaux se dérouleront systématiquement en site sensible et occupé, notamment en ce qui concerne le site principal (Richelieu) où des répétitions et des représentations théâtrales ont lieu tous les jours de la semaine.

En conséquence, les travaux bruyants ne sont pas autorisés sur le site principal de 13h00 à 2H00.

1.2 DOCUMENTS DE BASE

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les Documents Techniques Unifiés (DTU), Normes Françaises Homologuées (NF).

1.3 NORMES ET REGLEMENTS

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui sont applicables aux travaux du marché, dont notamment les suivants :

- DTU / CCTG.
- Normes.
- Règles de calcul.
- Cahiers des prescriptions communes.
- Règles professionnelles.
- Textes législatifs et textes réglementaires.
- Directive européenne « Produits de construction »

Le Titulaire est contractuellement réputé parfaitement connaître les documents contractuels énumérés ci - dessus applicables aux travaux de son marché.

Règlementations générales applicables aux travaux :

Le titulaire, en application des dispositions de cet article, est contractuellement réputé connaître tous les documents techniques concernant les travaux qui lui incombent .

Le titulaire devra impérativement respecter toutes les prescriptions, spécifications et autres de cette réglementation applicable aux travaux.

Se reporter au CCTL pour :

- Code civil.
- Code de la construction et de l'habitation.
- Code général des collectivités territoriales.
- Code des communes.
- Code de la santé publique.
- Code de l'urbanisme.
- Code rural.
- Code du travail.

- Tous les autres codes applicables.
- Règlement sanitaire national et/ou départemental.
- Réglementation sécurité incendie.
- Textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier, etc.
- Eurocodes

1.4 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux comportent suivant les besoins :

- Les études, les notes de calcul, les plans d'exécution et de détails des ouvrages,
- La mise en place des protections diverses,
- Démolition et déconstruction de petits ouvrages existants,
- L'amenée et le repli du matériel, et des engins de chantier,
- La reconnaissance et la réception de tous supports,
- Tous travaux de réservation et de finition,
- Mise en place de base de vie conforme aux règles d'hygiènes, du code du travail,
- L'établissement, le cas échéant, d'un PPSPS,
- Le respect des règles d'hygiènes et de sécurité,
- La dépose et la repose des faux-plafond,
- La fourniture des échafaudages ou dispositifs pour les travaux en hauteurs, engins et appareils nécessaires aux travaux, à leur pose, déplacements, dépôt et enlèvement,
- Tous les matériels pour l'exécution des travaux,
- Le nettoyage de chantier et l'enlèvement de tous les matériaux, matériels et équipements déposés et démolis, au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- L'évacuation et tri des déchets de chantier,
- La mise en place de bennes à gravois en nombre suffisant, ou évacuation à la déchetterie,
- La réalisation des DOE.

1.5 CONCEPTION ET CLASSIFICATION DES LOCAUX EN MATIERE DE SECURITE

Compte tenu de l'affectation des locaux, tous les travaux seront réalisés en conformité avec les règles de sécurité applicables aux Etablissements classé selon le R.I.C.T

L'ensemble des travaux réalisés devra donc répondre, indépendamment des Règles de l'Art, aux exigences réglementaires suivantes :

Référence des textes réglementaires :

- Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public suivant l'arrêté du 25 juin 1980 (établissements ERP type L spectacle, N restauration et M magasins);
- Code du travail portant réglementation des conditions générales d'hygiène et de sécurité du Travail.

Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU/CCTG :

Pour les matériaux ou procédés non traditionnels ou innovants qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les Titulaires doivent se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis Techniques,
- Agréments européens,
- ou, à défaut, règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'Appréciation Technique d'Expérimentation dite Procédure ATEx peut être imposée par le maître d'ouvrage. Les frais de cette procédure sont à la charge du Titulaire.

1.6 PLANNING DES TRAVAUX

Chaque bon de commande et/ou marché subséquent comprendra le planning des travaux ou a minima les délais d'exécution.

1.7 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES

Le contrôle interne à mettre en pratique par les Entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, le Titulaire s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications du marché. Il remettra à cet effet, en préalable à leur commande, un Plan d'Assurance Qualité à la Maîtrise d'œuvre, comportant les fiches techniques et des échantillons des produits à commander.
- Au niveau du stockage, le Titulaire s'assurera que les fournitures sensibles sont protégées conformément aux prescriptions du fabricant.
- Au niveau de la mise en œuvre, il sera de la responsabilité du Titulaire de vérifier que la réalisation de ses travaux est conforme aux D.T.U., aux règles de l'Art et aux prescriptions minimum du CCTP, y compris en termes de réduction des nuisances causées à l'environnement (bruits, vibrations, poussières, etc.). Il est rappelé en effet que le Bureau de Contrôle et la Maîtrise d'œuvre n'ont pas à se substituer au Titulaire pour la surveillance permanente des travaux effectués par son personnel.
- En préalable aux réceptions de travaux, le Titulaire procédera à l'autocontrôle exhaustif de la solidité, de la qualité de finition et du bon fonctionnement de l'ensemble de ses ouvrages.
- A la demande du maître d'œuvre ou à défaut du MOA et du contrôleur technique, le Titulaire procédera aux épreuves d'étanchéité prescrites par les documents techniques unifiés. Le coût de ces épreuves fait partie intégrante de l'offre forfaitaire du Titulaire.

Le Titulaire devra fournir, sous huit jours, à la Maîtrise d'œuvre ou à défaut au MOA, tout document justificatif résultant du contrôle interne précisé ci avant (documents techniques, fiches d'autocontrôle, résultats d'essais COPREC, etc.).

1.8 RECONNAISSANCE DES LIEUX

ÉTAT DES LIEUX

Le Titulaire est réputé parfaitement connaître les lieux.

Le Titulaire accepte donc par les présentes, les conséquences notamment financières des risques encourus.

RÉCEPTION DES LIEUX

Le fait de commencer les travaux, suppose que le Titulaire accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler.

S'il avait des réserves à formuler, il devra demander l'inscription en P.V. à le maître d'ouvrage ou au coordinateur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

Il appartiendra alors au Titulaire et au Maître d'Œuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention des supports conformes.

Le Maître d'Œuvre ou à défaut le maître d'ouvrage pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par une entreprise tierce ayant exécuté les supports, soit par le titulaire du marché, mais les frais en seront toujours supportés par le Titulaire ayant exécuté les supports

En conséquence, le Titulaire est censé avoir reconnu les lieux et s'être rendu compte sur place des moyens d'accès au chantier, et des activités des différents riverains.

Il ne pourra donc se prévaloir de manquer d'éléments de travail, tant pour l'étude de son prix que pour la prise en compte au niveau de son mode opératoire des contraintes liées aux activités des riverains, et notamment l'obligation d'utiliser les matériels les moins bruyants et les moins polluants.

1.9 PROPRIETAIRE DES LIEUX, RIVERAINS ET VOIES D'ACCES

Le Titulaire est tenu de prendre à sa charge toutes les incidences pouvant être subies par le propriétaire des lieux, et par les riverains, du fait de ses propres travaux :

- Occupation temporaire du domaine public ou privé hors emprise du chantier ;
- Demande Ville de Paris ou CMN
- Nettoyage et remise en état des lieux souillés ou endommagés par son matériel ou son personnel ;
 - Réparation des désordres causés aux biens meubles ou immeubles appartenant tant au propriétaire des lieux qu'à des tiers.

Il devra prendre en compte dans ses modes opératoires la contrainte de ne causer aucun trouble ni péril aux riverains, autre que ceux tolérables dans le cadre de la réglementation et des exigences du présent CCTP.

Le Titulaire effectuera les manutentions et déchargements avec ses propres moyens.

Compte tenu de l'exigüité des voies d'accès, seuls pourront être utilisés des véhicules de gabarit moyen.

Avant toute intervention sur place, un repérage des zones concernées devra être fait par le Titulaire ainsi qu'un état des lieux afin, en cas de dégradation pendant les travaux, de restituer l'état initial de chaque zone et de ses abords en fin de travaux.

Le Titulaire sera tenu de se conformer aux règlements en vigueur en matière de voirie et de circulation et en assumera les frais.

Il prendra en particulier toutes précautions pour éviter les chutes de matériaux sur le domaine public ou privé et y effectuera en permanence tous les nettoyages nécessaires. Ceci dans ses zones d'intervention et de circulation, ainsi qu'aux abords du chantier.

Le Titulaire sera responsable de tous dommages causés par son matériel, ses engins et ses camions sur le domaine public ou privé.

Pour toute autre question le Titulaire se tournera vers le maître d'ouvrage qui adressera ses réponses à tous les candidats par écrit.

1.10 NUISANCES SONORES

En matière de bruit, la volonté du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre est, par-delà le strict respect des obligations légales et réglementaires, de réduire, autant que faire se peut, les nuisances sonores occasionnées par le déroulement des travaux,

Les travaux seront réalisés en site occupé. Afin de permettre à la Comédie Française une continuité d'activité, il est imposé aux entreprises de réaliser tous les travaux bruyants avant 13h. Des dérogations pourront ponctuellement être autorisées par la Maîtrise d'ouvrage, sur demande du Titulaire. Ces demandes seront exprimées lors des réunions de chantier et autorisations exceptionnelles validées dans les CR de ces réunions.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les Titulaires, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 dite Loi bruit, avec ses décrets et arrêtés d'application parus relative à la lutte contre le bruit.
- Tous les articles des différents codes, et tous les décrets, arrêtés, circulaires, etc., dont plus particulièrement :
- L'arrêté du 12 mai 1997 pris en application de la directive 84/532/CEE du 17 septembre 1984 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier relatif à la limitation des émissions sonores cités dans le CCTL ;
- ainsi que tous autres textes réglementaires parus à ce sujet depuis le 13 mai 1997.

Les entreprises auront, dans ce contexte, l'obligation d'employer les matériels les moins bruyants pour l'exécution de leurs travaux.

Sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre, notamment en cas de plainte des copropriétaires ou des riverains, le Titulaire devra également la justification – à quelque stade des travaux que ce soit – du respect de cette obligation.

A défaut, les travaux pourront être interrompus par la Maîtrise d'œuvre aussi longtemps que nécessaire et aux entiers dépens du Titulaire.

1.11 PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES, D'ATELIER, DE CHANTIER ET DE SYNTHESE

Le Titulaire sera tenu de préparer, suivant les plans, et conformément à la description des ouvrages, les plans d'exécution des ouvrages PEO, d'atelier et de chantier PAC, les calepinages, et les détails nécessaires cotés avec le plus grand soin.

Ces plans et détails seront soumis à l'approbation des maîtres d'œuvre et du contrôleur technique avant tout commencement d'exécution suivant la procédure décrite au CCAP et dans la NOC.

Les modifications apportées par ceux-ci à l'acceptation des plans d'exécution des ouvrages, d'atelier et de chantier ne seront en aucun cas l'objet de supplément de prix par rapport au montant forfaitaire soumissionné.

Le Titulaire demeure responsable des erreurs d'exécution des PEO, PAC commises ultérieurement dans l'exécution.

Le visa du maître d'œuvre sur les plans techniques du Titulaire n'ayant qu'un caractère d'examen du respect des conditions architecturales, la responsabilité technique des ouvrages et leur dimensionnement restent le seul fait du Titulaire. Le Titulaire devra répondre aux attendus architecturaux, le cas échéant proposer des solutions techniques adaptées.

Les ouvrages réalisés sans présentation des plans d'exécution ni approbation préalable du Maître d'œuvre, pourront être refusés sans recours du Titulaire.

1.12 COORDINATION

Le Titulaire devra se mettre en rapport en temps opportun avec les Titulaires de tous les corps d'état avec lesquels il aura à coordonner ses travaux.

Au cours de la période de préparation, le Titulaire devra remettre aux autres entreprises intéressées, par le canal du maître d'ouvrage, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider les dites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux).

En complément aux prescriptions des DTU, le Titulaire sera tenu :

- De s'informer du maître d'ouvrage des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur les travaux.
- De prendre contact en temps opportun avec les Titulaires des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

1.13 CHOIX DES PROCÉDES

Les principes généraux sont définis par le présent devis descriptif et les plans du maître d'œuvre.

Chaque concurrent remettra dans sa proposition un dossier descriptif complet faisant ressortir les solutions techniques qu'il propose d'employer. Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de tenir compte principalement de la valeur technique du projet, tant au point de vue de la qualité et de l'aspect que de la sécurité et des garanties.

Le seul fait de soumissionner implique, de la part du Titulaire, qu'il prendra la garantie totale de ses ouvrages et qu'il sera tenu responsable des désordres pouvant provenir soit d'une conception erronée, soit d'une mauvaise exécution, et, de ce fait, il devra la remise en état ou le remplacement de ses ouvrages jugés défectueux.

1.14 DIMENSIONS

Les sections, épaisseurs, longueurs, largeurs, hauteurs, sont celles indiquées sur les plans et pièces écrites du maître d'œuvre.

Ces dimensions et côtes sont données à titre indicatif pour résister à un usage correspondant à celui auxquelles elles sont destinées.

Il appartiendra au Titulaire de les vérifier et s'il estime que les dimensions indiquées, sur les plans et pièces écrites du maître d'œuvre, sont insuffisantes à la bonne tenue des ouvrages, il devra les augmenter, après accord du maître d'œuvre, et en tenir compte dans l'établissement de son offre de prix qui ne pourra de ce fait subir aucune modification, même après le relevé in situ nécessaire à l'établissement de ses documents d'exécutions.

Les entreprises devront faire apparaître, l'ensemble des éléments et des dimensions des ouvrages connexes, permettant ainsi de visualiser, comprendre et valider les documents d'EXE avant leur mise en œuvre.

Le Titulaire devra tenir compte des exigences constructives dues au fait que celles-ci sont destinées à s'associer à des ouvrages prévus chez d'autres entreprises, ce qui implique une coordination très stricte avec les autres corps d'état.

Aucun supplément à son offre forfaitaire ne pourra être envisagé quand bien même les demandes du maître d'œuvre, du bureau de contrôle, du maître de chantier apporteraient des modifications dans les dimensions initiales prévues par le Titulaire.

1.15 NATURE ET CARACTERISTIQUE DES MATERIAUX

Ils répondront aux normes européennes et françaises en vigueur en fonction des matériaux mis en œuvre.

Les matériaux seront de premier choix et ne devront comporter aucun défaut. Ils seront conformes aux prescriptions du présent C.C.T.P.

Il est rappelé que les échantillons et fiches techniques relatives à la nature des ouvrages, les plans d'exécution et de calepinage, les procès-verbaux et avis techniques concernant les ouvrages réalisés devront, avant mise en œuvre, avoir obtenu l'approbation du maître d'ouvrage et du Bureau de Contrôle en phase préalable.

1.16 STOCKAGE DES MATERIAUX

Le stockage de l'ensemble des matériaux devra être conforme aux normes en vigueur et aux stipulations du fabricant.

Le titulaire restera responsable de ses ouvrages pendant la période de stockage sur le chantier.

Le non-respect de cette instruction conduirait au refus des éléments endommagés jusqu'à leur remplacement.

1.17 IMPLANTATION, TRAIT DE NIVEAU

Ce trait sera matérialisé dans tous les locaux sur demande de la MOE ou a défaut de la MOA

Le Titulaire sera responsable de son tracé, de son ou ses points de références immuables, de son maintien tout au long de l'opération et de son repositionnement le cas échéant. Ce tracé sera en corrélation avec les besoins et finalités de ses ouvrages ou de celui des autres entreprises

Avant exécution des ouvrages horizontaux, il est procédé à l'implantation de ces ouvrages en matérialisant leur niveau sur les ouvrages verticaux auxquels ils se raccordent.

Ce tracé s'effectuera au laser ou la lunette.

1.18 RECONNAISSANCE DES SUBJECTILES

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire est tenu de procéder à un examen détaillé des surfaces à revêtir afin d'en tirer tous les renseignements utiles à la bonne marche du travail et, éventuellement, présenter toutes réserves qu'il jugera préjudiciables à la bonne exécution de ses travaux.

Les entreprises devront réaliser leurs examens détaillés et de ce fait, soumettre à la maîtrise d'œuvre un document attestant de la conformité des supports ou le cas échéant, d'inviter la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre à une réception contradictoire.

Dans le cadre de cette opération, la réception contradictoire des supports sera organisée avec la présence conjointe des maîtrises d'œuvre, suivant les zones impactées, et de la maîtrise d'ouvrage afin d'explicitier et alerter en amont des conséquences éventuelles sur les ouvrages à réaliser.

Toute contestation des supports hors de ce contexte ne sera pas recevable.

Ces réserves devront être formulées par écrit au maître d'œuvre ou à défaut au MOA qui décidera en dernier ressort, des responsabilités respectives des entreprises intéressées.

Ces observations devront être faites par le Titulaire en tout début d'exécution des travaux se rapportant au présent marché. Par la suite, aucune sujétion ne sera admise au sujet des conséquences que l'état des ossatures primaires pourrait avoir sur la tenue des cloisons, sur leur planéité ou sur la date d'exécution.

Toutes les réfections complémentaires seront alors à la charge du Titulaire du présent marché. En aucun cas, il ne pourra arguer du mauvais état d'un support pour obtenir une majoration quelconque de son prix forfaitaire.

1.19 PROTECTION ET NETTOYAGE

Le Titulaire du marché est responsable de la protection intégrale de tous les ouvrages faisant partie de son marché, jusqu'à réception des travaux.

Il devra en outre, au fur et à mesure de l'avancement du chantier ou sur la demande du maître d'œuvre, tous nettoyages consécutifs à ses travaux y compris sur les ouvrages des autres corps d'état qu'il aurait pu salir, y

compris l'enlèvement de ses gravois.

Le Titulaire du marché devra la protection de ses ouvrages pendant toute la durée des travaux par un procédé de son choix et sous sa responsabilité entière jusqu'à la réception des travaux.

Chaque poste de travail devra être nettoyé en fin de journée sur l'ensemble de la durée du chantier, dans l'intérêt de la protection des ouvrages existants, réalisées, et du respect des ouvrages des autres entreprises, et de l'existant.

Chaque poste de travail doit être protégé, même s'il s'agit de poste de travail ponctuel.

Toutes dégradations sur les ouvrages protégés d'une autre entreprise seront à la charge du Titulaire fautif. Toutes dégradations fortuites sur des ouvrages existants ou réalisées par une entreprise tierce seront imputées aux entreprises présentes sur site.

Le Titulaire devra tous les dispositifs d'interdiction d'accès des pièces pendant la durée des travaux de revêtements et les délais subséquents de protection de ces revêtements (délais à préciser au maître d'œuvre ou à défaut par le maître d'ouvrage avant démarrage des travaux).

1.20 PROTOTYPE & ECHANTILLONS

En plus de ses plans d'exécution, le Titulaire devra, avant toute mise en œuvre, présenter au Maître d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage tous les échantillons des matériaux mis en œuvre et réaliser in situ des prototypes de ses ouvrages et les soumettre à approbation du maître d'œuvre. Il en sera réalisé autant que nécessaire jusqu'à obtention du résultat escompté et la validation de la maîtrise d'ouvrage

1.21 INTERPRETATION DU CCTP

Le Titulaire doit prévoir toutes les fournitures et façons indispensables au parfait achèvement des ouvrages suivant les règles de l'art, même si elles ne sont pas expressément mentionnées au CCTP.

De la même manière, les travaux comprennent tout ce qui est indiqué aux plans, coupes et élévations, ainsi qu'au présent CCTP quand bien même diverses indications de détails ne seraient pas précisées, le Titulaire reconnaissant avoir suppléer par des connaissances professionnelles aux éventuelles imprécisions du document fourni.

Le Titulaire devra prendre contact avec tous les autres entreprises, afin de convenir avec eux des dispositions communes à adopter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

Le Titulaire est réputé prendre connaissance du plan d'installation de chantier, de connaître l'emplacement du chantier, ainsi que les possibilités d'accès, les disponibilités en eau, énergie, téléphones et plus généralement, les conditions locales du site où seront exécutés les travaux.

Le Titulaire est tenu de vérifier avant tout commencement d'exécution les cotes des documents graphiques, et de signaler au maître d'œuvre, ou à défaut du MOA toute erreur ou omission qu'il pourrait constater ou le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. En cas d'absence ou d'oubli de la part de le Titulaire, en cours d'exécution de ses travaux, celui-ci sera tenu pour responsable de son erreur, ainsi que des modifications qu'elles entraînent pour tous les corps d'états

1.22 SECURITE DES PERSONNES ET TRAVAIL EN SITE OCCUPE

Le Titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

- Décret no 65-48 du 8 janvier 1965 concernant l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail.

Travail en hauteur sur matériaux peu résistants

Tout travail en hauteur comporte des risques. Le Titulaire devra faire respecter les règles de circulation sur toiture, conformément à la Recommandation no R 343 Travaux sur toiture en matériaux peu résistants de la CNAMTS.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles notamment celles en plaques ondulées ou nervurées de fibres ciment- silice, le Titulaire devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

— Recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

Dans le cadre de travaxu en site occupés, Les prestataires devront prendre toutes les dispositions quant à la sécurité, en laissant les accès libres à la circulation des occupants. Les nuisances sonores seront limitées au strict nécessaire, respecteront les niveaux réglementaires et seront émises avec l'accord de la Comédie Française.

1.23 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Le Dossier des Ouvrages Exécutés comporte les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices d'entretien et les prescriptions de maintenance.

Il doit contenir :

- Les plans de récolement,
 - Les plans d'exécution les plus représentatifs et ayant un intérêt pour la maintenance du bâtiment,
 - Les listes des pièces détachées, marques et références, adresse du grossiste ou agent pouvant les fournir
il sera fourni en deux exemplaire Papier et 1 exemplaire numérique
- la notice sur les produits d'entretien des ouvrages réalisés, les précautions pour restaurer les ouvrages, les contre-indications concernant les produits à utiliser,
- les produits d'entretien compatibles ou non,
- les précautions de remise en état.

1.24 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- compatibilité des matériaux entre eux ;
- etc.

Pour les matériaux et produits proposés par le maitre d'œuvre ou à défaut par le Maitre d'ouvrage, le Titulaire sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maitre d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maitre d'œuvre ou à défaut le maitre d'ouvrage prendra alors les décisions a ce sujet.

1.25 RECEPTION DES TRAVAUX

A la réception, le contrôle portera sur l'origine, le classement et l'épaisseur des matériaux, afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux échantillons agréés et au C.C.T.P, les contrôles permettront de s'assurer que le Titulaire respecte les règles d'exécution des DTU et Normes.

Les ouvrages défectueux seront refaits ou corrigés si le maître d'œuvre ou le maitre d'ouvrage ne juge pas le remplacement indispensable.

Le Titulaire devra remédier à toutes les imperfections découlant de cette réception et mentionnées par le maître d'œuvre.

Dans le cas où, à la réception provisoire, des défauts notoires seraient constatés, l'ouvrage réalisé par le Titulaire devra être repris suivant les limites d'emprise déterminées par ordre de service du Maître d'œuvre à défaut par le maitre d'ouvrage au frais du Titulaire.

2. DESCRIPTIONS TECHNIQUES DES OUVRAGES – MACONNERIE ET CARRELAGE

2.1 IMPLANTATION

Le titulaire du marché fait effectuer, à ses frais et sous sa propre responsabilité (si besoin par un géomètre agréé par le MOE), les tracés d'implantation des ouvrages d'après les plans qui lui sont remis et les instructions qui lui sont données par le Maître d'Œuvre à défaut par le maître d'ouvrage.

Traçage

Le titulaire du marché doit, au titre de l'incorporation dans ses propres ouvrages des matériels ou matériaux fournis par d'autres corps d'état, tous les tracés nécessaires.

Toutefois, il appartient à l'entreprise fournissant la prestation cloisons légères, le traçage de ses propres ouvrages ; traçage effectué par référence à des gabarits seront effectués si les gabarits sont fournis par les corps d'état intéressés.

Toutes dispositions seront prises de protection des parements dans le cas de bétons laissés apparents.

2.2 TRAIT DE NIVEAU

A chaque niveau et dans tous les locaux, le trait de niveau ne doit être battu, sur les murs et les enduits à un mètre du niveau fixé pour chaque plancher fini, que par le titulaire du marché, ceci afin d'éviter les erreurs qui peuvent résulter du tracé par un autre entrepreneur, erreurs dont l'auteur reste responsable. Si le trait de niveau vient à être effacé, le titulaire du marché doit le tracer à nouveau et à ses frais et ce, autant de fois que cela s'avère nécessaire.

2.3 INCORPORATIONS - SCHELLEMENTS

Le titulaire du marché doit dans ses ouvrages mettre en place, régler, caler, sceller les éléments fournis par les autres corps d'état et sur leurs indications, incorporer dans ses ouvrages : fourreaux, dormants, cadres, grilles diverses, huisseries, cornières, taquets, douilles, rails, inserts, échelles à crinolines, etc.

Il est responsable du positionnement et du bon état de ces éléments jusqu'à leur utilisation par le Titulaire fournisseur.

Les canalisations de fluides, d'électricité, ainsi que les grilles chauffantes éventuelles sont mises en place par les entreprises concernées. Le Titulaire a la sujétion de prévoir l'intervention de ces entreprises simultanément à ses propres travaux.

Le Titulaire doit les prestations ci-dessus lorsque les incorporations sont faites dans les éléments préfabriqués.

2.4 RESERVATIONS

Le titulaire du marché doit planter et réserver les ouvrages demandés par les autres entreprises tels que trous, trémies, passages horizontaux et verticaux, feuillures, caniveaux, etc.

Elle doit également les renforts qui sont nécessaires.

Le titulaire du marché doit obligatoirement faire repérer et vérifier les réservations qu'il a faites par chacune des entreprises auxquelles elles sont destinées et ceci en contrôlant l'emplacement et les dimensions desdites réservations. Un trait de peinture de couleur différente pour chaque corps d'état doit matérialiser cette vérification. Les réservations pour trémies au droit des gaines techniques seront prévues à la dimension intérieure ; l'obturation des trémies après passage des canalisations sera à la charge du titulaire sous contrôle des corps d'état intéressés. Le calfeutrement sera particulièrement soigné en sous face dans les zones sans faux-plafond.

2.5 PERCEMENTS - TRAVAUX DE REPRISES

Le titulaire du marché doit les percements, dans ses ouvrages, nécessaires aux autres corps d'état. Toutefois, dans les maçonneries d'épaisseur égale ou inférieure à 13 cm enduit compris, le Titulaire les percera elle-même.

Les saignées dans les cloisons sont réalisées par le Titulaire utilisatrice conformément au DTU concernant le matériau constitutif de la cloison.

Le Maître d'Œuvre, ou à défaut le MOA peut être amené à refuser tout percement jugé dangereux pour l'ouvrage (exemple : dalles ou poutres précontraintes) ou même inesthétique. Il appartient au Titulaire en cause de proposer

et mettre en œuvre, à ses frais, une solution acceptable par le Maître d'Œuvre à défaut par le maître d'ouvrage.

2.6 CALFEUTREMENTS - RACCORDS

Le titulaire du marché doit :

- Le rebouchage des trémies, trous et passages dans les planchers et murs ; ce rebouchage doit assurer la continuité du degré coupe-feu et de l'isolation phonique ; Il sera assuré sous contrôle des corps d'état intéressés. Le calfeutrement sera particulièrement soigné dans les zones sans faux-plafond.
- Les calfeutlements et raccords après scellement des huisseries, fourreaux, etc...
- Le rebouchage de saignées dans les cloisons maçonnées.

2.7 NETTOYAGE DES PLANCHERS

Le titulaire du marché est tenu de procéder régulièrement, à ses frais, au nettoyage des planchers pour débarrasser leur surface des déchets de plâtre, de mortier et des débris provenant de ses travaux, ainsi qu'au nettoyage général des salissures dues à l'exécution de ses travaux.

Equipe de finition

Avant réception

Le Titulaire est tenu d'assurer d'elle-même, avant la réception, le bon achèvement de ses travaux et de procéder pour sa part aux finitions et mises au point qui s'y rapportent.

A cette fin, le Titulaire désignera nommément au Maître d'Œuvre à défaut par le maître d'ouvrage le ou les compagnons mis à la disposition d'un agent choisi parmi le personnel du Titulaire pour terminer les travaux en temps voulu.

En cas de défaillance ou de négligence caractérisée du Titulaire, le Maître d'Œuvre à défaut par le maître d'ouvrage pourra la mettre en demeure par simple lettre recommandée, d'avoir dans un délai de 48 heures, à entreprendre, poursuivre et achever les travaux de finition de ses ouvrages. Passé ce délai sans que la mise en demeure ait reçu effet, le Maître de l'Ouvrage pourra confier ces travaux à toutes autres entreprises de son choix, aux frais, risques et pour le compte de le Titulaire considérée défaillante, sans préjudice de tous les dommages intérêts qui pourraient lui être réclamés.

2.8 MORTIERS – ENDUITS - CHAPES

Le sable doit avoir des caractéristiques géométriques, physiques et chimiques conformes à la norme N.F. P 18.301. Granulométrie 0,08/3 mm. En particulier, le sable doit être propre et ne pas contenir des matières pouvant provoquer des effervescences. L'emploi du sable de mer est interdit.

L'eau employée pour le gâchage doit répondre aux prescriptions de la norme NF P 18.303.

DESIGNATION	DOSAGE EN LIANT	DESTINATION
M1	350 kg de ciment à maçonner (type Multibat ou équivalent)	Liants à maçonner
M2	400 kg de CPA CEM II ou de liants spéciaux pour enduit	Enduits ciment
M3	200 kg de chaux XEH+ 200 kg de ciment CPJ CEM II 32.5	Enduits bâtard
M4	350 kg CPJ CEM II 42.5	Chapes

M5	Suivant spécifications fabricants	Chape autonivelante	liquide
----	-----------------------------------	------------------------	---------

Le poids du liant est donné pour 1 m³ de sable sec. L'attention est attirée sur le terme sec. Par exemple, du sable de Seine, pour une teneur en eau de 5 à 8 %, a un foisonnement de 30 à 40 %. S'il est mesuré tel quel, il y aura un surdosage important en liant, qui amènera des désordres par fissuration du retrait.

2.9 ECHAFAUDAGES ET ETAIS

Pour ouvrages courants

Les échafaudages et étais doivent être calculés pour résister sans déformation aux charges qui leur sont transmises par les coffrages et leur contenant, ainsi qu'aux effets du vent. Ils doivent pouvoir être réglables à tout moment pour conserver aux coffrages supportés leur altitude et leur rectitude.

Ils doivent être disposés de telle sorte qu'ils ne donnent sur les surfaces d'appui que des efforts compatibles avec leur résistance et qu'ils ne provoquent aucun tassement du sol ou déformation du plancher, qui entraîneraient, par voie de conséquence, la déformation des coffrages.

Le système de réglage doit permettre la dépose des étais sans provoquer d'efforts sur les ouvrages réalisés.

Pour ouvrages spéciaux

L'ensemble de ces ouvrages provisoires, y compris leur incidence sur l'ouvrage définitif, doit être étudié et mis en œuvre, conformément aux dispositions du fascicule 65A pour les ouvrages de première catégorie. (Chapitre IV).

Conformément à ce chapitre, le Titulaire désigne un responsable "chargé des ouvrages provisoires" et soumet un projet détaillé conforme.

La déformation maximale au niveau du coffrage, lors du bétonnage, doit rester inférieure en toute direction à 20 mm.

Les justifications seront conduites suivant les dispositions prévues à l'Annexe 43 du fascicule 65A.

2.10 COFFRAGES – DECOFFRAGE

Voir articles 3.3. du D.T.U. 23-1 et 2-21 du D.T.U. 21.

2.11 PAREMENT DES SURFACES COFFREES

Généralités

Conformément à l'article 5.2.1 du D.T.U 21, à l'article 3.9 du D.T.U 23-1, il est distingué quatre types de parements :

- Parement élémentaire
- Parement ordinaire
- Parement courant
- Parement soigné

Dont les caractéristiques de qualité, de planéité, d'épiderme et d'aspect sont définies dans les documents cités ci-dessus.

De plus, le parement soigné est lui-même subdivisé en trois classes conformément à l'article 52 du fascicule 65A :

- Parement simple
- Parement fin
- Parement ouvragé

Dont les caractéristiques sont définies dans le fascicule 65A.

Les parements restants apparents doivent être exempts de tous produits risquant de faire apparaître des tâches.

Tous les ragréages, ponçages et enduits pelliculaires qui s'avèrent nécessaires pour obtenir un fini acceptable sont dus. Il en est de même pour le redressement des arêtes, notamment celles des poteaux, poutres, tableaux, voussures.

Parements restant apparents

Dans le cas de bétons laissés « brut de décoffrage » ou lasurés, et afin de s'assurer que l'aspect des éléments présentant une fonction esthétique est bien celui demandé par le maître d'ouvrage, une planche d'essais de dimensions 3,00 x 3,00 environ, devra être réalisée dès le début du chantier. Ce voile témoin d'épaisseur similaire aux ouvrages sera un voile définitif devant être revêtu ; il comportera obligatoirement un joint de reprise horizontal et un joint de reprise vertical et toute modénature pouvant faire partie des éléments définitifs. Il sera réalisé autant d'échantillon que nécessaire pour obtenir l'agrément du maître d'ouvrage.

L'échantillon accepté servira de référence pour les éléments et sera conservé et protégé jusqu'à la fin du chantier. Le ciment adopté (nature, teinte, provenance, dosage) sera celui pour tous les bétons avec parements apparents.

En cas de non-acceptation, les essais devront être prolongés.

Les parements restants apparents doivent être exempts de tous produits risquant de faire apparaître des tâches. Il sera établi un procès-verbal de réception.

Les parements soignés fin restant apparents, bruts de décoffrage ne souffriront aucun ragréage, ni reprise.

Afin d'assurer une finition correcte, les voiles de faible épaisseur bénéficieront d'une vibration externe.

Les aspects de moirage seront évités par les phasages de coulage adaptés, par la mise en place de méthodes de bétonnage très strictes, et par des compositions de béton strictement suivies.

Tout élément ne répondant pas aux critères esthétiques de la maîtrise d'œuvre ou de la Maîtrise d'ouvrage sera repris intégralement sur l'emprise de l'ouvrage que la maîtrise d'œuvre jugera nécessaire afin que la qualité de l'ouvrage ne soit pas altérée esthétiquement.

Critères du parement soigné fin

Les critères de réception sont définis ci-après :

Planéité P (4) :

3 mm sous la règle de 2,00 m

Texture E (4) :

Bullage moyen : échelle 1, surface 0,1 cm²/m², profondeur 1 mm, surface 0,5 %

Bullage concentré : 2 %

Défaut localisé : 3 cm² à 1 m

Teinte T (1).

Critères du parement soigné : P(3), E(3.2.3), T(1).

Le choix de la teinte sera fait sur la base de l'échantillon retenu, aucune variation ne sera tolérée sur les ouvrages réalisés, après acceptation de l'échantillon.

Traitement des parements destinés à recevoir un revêtement

Le Titulaire est tenu de prendre connaissance des revêtements qui seront appliqués sur les ouvrages en béton. Les parements doivent être exempts de tout produit nuisant à l'adhérence des enduits, des peintures, revêtements hydrofuges, etc., ou risquant de faire apparaître des traces.

Les parements des bétons doivent être conformes aux prescriptions des D.T.U. spécifiques aux revêtements qui viennent les recouvrir.

Pour les revêtements épais tels qu'enduits aux liants hydrauliques, carreaux céramiques, pierres scellées, etc., le Titulaire doit prévoir systématiquement un bouchardage du parement sur le béton encore frais dès le décoffrage, soit bouchardage mécanique, soit à l'aide d'un retardateur de prise de surface passé au préalable à l'intérieur du coffrage (lavage au jet d'eau dès le décoffrage faisant apparaître les granulats).

Pour les enduits au plâtre, peinture, enduits plastiques, prévoir le parement "soigné", sans traces d'huile de décoffrage ou autre produit susceptible de nuire à l'adhérence du revêtement.

De plus, et afin d'éviter toute contestation entre les autres entreprises et le Titulaire au sujet de la qualité des parements, au fur et à mesure de la terminaison des travaux de Gros œuvre, il demande au peintre de contrôler les subjectiles en présence du Maître d'Œuvre ou à défaut du maître d'ouvrage .

Les travaux éventuellement nécessaires pour les améliorer sont à exécuter par le Titulaire de Gros œuvre ou, à ses frais, par le Titulaire.

Dans ce dernier cas, les travaux en cause sont réglés directement par le Titulaire. Le Maître d'Œuvre à défaut par le maître d'ouvrage, n'intervient en la matière qu'en tant qu'arbitre et constate la matérialité des travaux exécutés.

Parements supérieurs des dalles

Parements

On distingue 4 types de parements, dont les caractéristiques de l'état de surfaces sont définies comme suit :

D1 - Surface brute

Destiné à recevoir un revêtement épais tel que chapes, dallages, carrelages épais scellés sur lit de sable, nécessitant une réserve d'épaisseur de l'ordre de 5 cm et plus.

Aucune exigence particulière n'est requise pour l'état de surface.

D2 - Surface courante

Régulière obtenue par un surfaçage à la règle.

Destiné à recevoir les types de revêtements tels que :

Carrelages scellés directement sur dalle, nécessitant une réserve d'épaisseur de l'ordre de 2,5 cm

Parquets flottants :

En lames épaisses, clouées sur lambourdes calées nécessitant une réserve d'épaisseur de l'ordre de 6 à 7 cm

En panneaux composites, non traditionnels, assemblés sur feutre d'étanchéité et lit de sable mince de calage nécessitant une réserve d'épaisseur de l'ordre de 4 cm

D3 - Surface soignée

Idem parement D2, mais destiné à recevoir, en collage direct, des revêtements de sol minces déformables sous réserve d'un lissage (à la charge de l'applicateur) avec un produit agréé en consommation limitée à 2,5 kg/m² maximum ; au-dessus de cette valeur, un ponçage sera exigé

Aucun surfaçage mécanique serré ne sera accepté. (finition talochée)

D4 - Surface très soignée (par ponçage si nécessaire)

Destiné à recevoir une peinture de sol, un revêtement résine

Tolérances sur l'état de surface

Elles sont définies par les critères ci-après :

Horizontalité

L'instrument de mesure est une règle de 2,00 m de longueur, équipée d'un niveau à bulle d'air. Une extrémité de la règle est tenue en contact avec un point du plancher ; la règle étant horizontale, on mesure la dénivellation du plancher à l'autre extrémité de la règle. On mesure de la même façon la dénivellation cumulée à l'intérieur d'une pièce.

Planéité

On distingue trois types de mesures complémentaires les unes aux autres et caractérisant chacune la planéité à une échelle différente :

On mesure la flèche de la dalle sous une règle de 2,00 m de longueur
 Même opération que ci-dessus avec une règle de 0,20 m de longueur
 On mesure la hauteur des saillies locales des grains et des conglomerats de grains

TYPE	HORIZONTALITE		PLANEITE			
	Dénivellation sous règle de 2 m	Dénivellation cumulée à l'int. d'une pièce	Sous règle de 2 m	Sous règle de 0,20 m	Hauteur des saillies	
D1	10 mm	15 mm	10 mm			
D2	6 mm	9 mm	10 mm	3 mm	1 mm	
D3	5 mm	7,5 mm	7 mm	2 mm	1 mm	
D4	4 mm	6 mm	5 mm	1 mm		

Armatures du dallage

Il sera mis en œuvre au minimum et quel que soit la classe du dallage un treillis soudé d'une section minimale de 2.5 cm²/ m dans chaque sens.

Si le dallage n'est pas armé, cette nappe sera placée au 1/3 inférieur.

Joints du dallage

Tout joint traversant sera systématiquement goujonné et ceci quel que soit la classe du dallage.

Renfort dans dallage sous maçonnerie

Des renforts obtenus par épaissement du dallage de dimension 40 x 30 cm et formant longrine sont prévus aux emplacements de toutes les cloisons lourdes.

Un chaînage constitué de 4 barres HA 8 mm est placé dans ces renforts.

Périphérie du dallage

Si le dallage n'est pas lié aux ouvrages périphériques, il devra être systématiquement réalisé un renfort d'armature en périphérie des dallages (chaînage de section longitudinale supérieure à 1.5 cm²/m). Des aciers en U seront également placés en rive.

Si le dallage est lié aux ouvrages périphériques, il sera armé suivant DTU 13.3.

2.12 MACONNERIE EN PETITS ELEMENTS

Les agglomérés de béton devront répondre aux définitions et aux spécifications des normes suivantes :

- N.F.P. 14.101 : Blocs en béton pour murs et cloisons -définitions.
- N.F.P. 14.301 : Blocs en béton de granulats couvrants pour murs et cloisons.
- • N.F.P. 14.304 : Blocs en béton degranulats légers pour murs et cloisons.
- N.F.P. 14.306 : Blocs en béton cellulaire autoclavé pour murs
- N.F.P. 14.402 : Blocs en béton pour murs et cloisons - Dimensions.